

La première partie, nous révèle la filière rizicole dans la région de l'Ihorombe et ses atouts économiques, tout en précisant les aspects de cette région, et ses problématiques qu'on tentera d'étudier dans cette deuxième partie, et de présenter cette région comme un carrefour de développement du Sud de Madagascar.

CHAPITRE I : LA REGION DE L'IHOROMBE, CARREFOUR DE DEVELOPPEMENT DU SUD

Dans ce chapitre, nous allons voir en premier lieu, la région de l'Ihorombe, une région carrefour et en second lieu, les impacts du développement de la région.

SECTION I : LA REGION DE L'IHOROMBE : UNE REGION CARREFOUR

Comme deuxième atout, l'histoire a légué à la Région, en guise d'héritage, un rôle de carrefour qui se manifeste sur plusieurs niveaux.

A la croisée de plusieurs routes nationales, IHOROMBE²³ se situe, d'abord, à la croisée des routes nationales, en direction :

Du nord vers Fianarantsoa (Région de la Haute-Matsiatra) et les autres villes des Hautes terres centrales (Ambositra, Antsirabe, Antananarivo), par la RN7.

De l'est vers Farafangana (Région Atsimo-Atsinanana ou Sud-est), par la RN 27.

Du sud vers Ambovombe et Fort-Dauphin (Régions Androy et Anosy), par la RN13.

Et de l'ouest vers Toliara (Région Atsimo-Andrefana ou Sud-Ouest), par la RN 7

Elle dispose ainsi d'une forte potentialité d'exploiter et de mieux s'intégrer dans les circuits d'échanges aussi bien Régionaux, nationaux que mondiaux, d'autant que l'ouverture d'un aéroport international sur le plateau Ihorombe la prédisposerait pour le développement d'une forte économie marchande.

En tant que carrefour, la région est donc en liaison direct avec toutes les régions du Sud ce qui lui permet d'accroître ses performances en matière d'échange et exploiter ses atouts.

L'Etat, actuellement a une vision sur la région car le développement de la région est d'une mesure inestimable, pour cela l'Etat est amené à élaborer le PRD, pour un développement rural durable.

Ce PRD, est un plan établi à partir des bases de données de la région et tous ceux qui sont jugés productifs pour la région.

²³ MAEP/SAGE, 2007

§.1 QUE SA POSITION DE CARREFOUR LUI SERA DETERMINANT POUR SON DEVELOPPEMENT

Une logique doit s'exprimer ici : la logique Régionale. L'entente entre Régions voisines est d'abord nécessaire pour répondre au vieux principe selon lequel l'union fait la force. Mais l'entente est surtout essentielle dans le domaine économique pour bénéficier « de l'économie d'échelle » et « des avantages comparatifs ».

On appelle « économie d'échelle », les diminutions du coût de production unitaire d'un bien obtenu grâce à une augmentation de la production. Or, pour amortir une telle augmentation, il faut produire en grande quantité, donc élargir les marchés et intensifier les échanges.

Pour l'IHOROMBE, l'économie d'échelle résulte de l'augmentation de la production de riz (vision centrale) qui va être destinée aux Régions consommatrices de la Haute-Matsiatra et du Sud-Est pour la Province de Fianarantsoa, du Sud-Ouest et de l'Anosy pour la Province de Toliara, et même pour les autres Régions déficitaires de Madagascar. Ce qui suppose des **marchés élargis et des échanges renforcés**, dépendant des voies de desserte. La situation géographique de l'IHOROMBE, en tant que « carrefour », puisque située à la croisée de trois routes nationales (RN 7, 13 et 27), qui seraient rénovées et entretenues, d'ici 2010²⁴, en est le « moteur » pour atteindre de tel objectif.

Ceci traduit à une augmentation des superficies cultivées car la différence que peut générer pour l'augmentation des superficies cultivées n'est pas comparable par rapport au bénéfice et au surplus de production que la région va obtenir en retour.

§.2. QUELLES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT PROPOSER ?

D'abord et avant tout, il faut oser dire et répéter que l'extension à l'ensemble de la planète du modèle de développement occidental est tout simplement impossible. Il n'y a pas une recette de développement unique mais une palette de choix à effectuer à laquelle il est nécessaire de fixer des objectifs de développement plus réalistes et plus partagés.

²⁴ Projet de l'Etat en collaboration avec la DRDR de la région

Sans renier les apports essentiels du modèle occidental, il faut surtout prendre en compte des héritages, notamment socio-culturels, et en définissant des politiques qui soient correctement situées par rapport au système en place.

2.1 Le suivi du PRD :

Le Plan Régional de Développement (PRD) de l'IHOROMBE devrait s'inspirer des objectifs de ce que GRIFFON et WEBER (1996) qualifient de « révolution doublement verte » et qui annoncent clairement « qu'il faut peut-être se contenter d'une production modeste, pourvu qu'elle n'entraîne pas des coûts trop élevés »²⁵.

Une nouvelle définition de l'intensification apparaît dorénavant : plutôt que le rendement maximum sous conditions optimales, on recherchera un rendement satisfaisant, à moindre coût économique et écologique sous des conditions de viabilité économique et écologique.

Cette modalité stratégique s'accorde parfaitement aux contraintes imposées par les logiques rurales de la Région qui s'articulent :

- sur la maximisation de la productivité du travail et non de la productivité à l'hectare,
- sur les stratégies concurrentielles d'appropriation foncière par des aménagements, sur le primat à l'extensif (si cela est possible) aux dépens de l'intensification,
- sur la stratégie de minimisation des risques, tant climatiques dû aux dysfonctionnements des circuits d'approvisionnement et de commercialisation, et donc méfiance justifiée face aux nouveaux itinéraires techniques.

Ainsi, de par les tendances et les enjeux qui émaillent la vie Régionale, et en tenant compte également des atouts/potentialités et des contraintes/menaces qu'elle renferme, trois perspectives de développement vont être proposées.

L'intensification de la riziculture accompagnée d'une intervention efficace sur l'élevage bovin.

Parallèlement à cette politique Régionale de sécurisation foncière, et comme l'économie Régionale est en grande partie axée sur le monde rural.

²⁵ M. GRIFFON et J. WEBER (1996) – La « Révolution doublement verte : économie et institutions, Cahiers Agricultures, 1996, n°5, pp. 239-242.

L'intensification de la riziculture pourrait être l'une des bases du développement de l'IHOROMBE²⁶. Mais cela doit être accompagnée d'une intervention efficace, concernant l'élevage bovin, puisque ces deux activités sont indissociables, et pour deux raisons :

D'une part, l'IHOROMBE étant traditionnellement une Région à dominante pastorale, les espaces sont pour la plupart des pâturages, et non des terrains agricoles. Le développement de l'agriculture se fait donc le plus souvent aux dépens d'espaces pastoraux. En développant une activité, on en restreint une autre, et le bilan pour la Région n'est pas nécessairement positif économiquement, socialement (les conflits ont un coût très élevé à tous les points de vue) et environnemental. Il faut prendre en compte les deux activités et leurs connexions pour arriver à un développement harmonieux et efficace.

D'autre part, l'acquisition du bétail reste, et restera encore longtemps pour la plupart des ruraux, le mode principal de capitalisation des revenus. Les migrants, eux-mêmes, qui contribuent fortement au développement agricole de la Région, deviennent des agro-éleveurs dès qu'ils s'enrichissent et adoptent les « cultures pastorales » locales. De ce fait, toute action de développement agricole réussie entraîne donc un développement de l'élevage.

Même avec le « boom » actuel de la riziculture, résultant des pénuries successives des années passées, et qui devra être soutenu, l'IHOROMBE ne peut pas se permettre une faillite de son élevage, tout comme le bouleversement des formes de l'élevage actuel n'est pas souhaitable. A une politique Régionale d'éradication du phénomène « malaso » doivent s'ajouter un meilleur contrôle du parasitisme, un

²⁶ - La riziculture est une activité rentable dans l'IHOROMBE, d'autant plus que sous sa forme traditionnelle, elle est compatible avec l'élevage extensif. Des aménagements pourraient augmenter les superficies cultivées par l'adoption d'une irrigation contrôlée, mais en restant à l'échelle de micro réalisations car la Région se prête mal à des grands projets : irrégularité du débit des cours d'eau, changement fréquent des lits de rivières, ensablement des casiers rizicoles, rémunèrent mal les investissements et exigent une grande souplesse d'adaptation.

La riziculture, dans l'IHOROMBE, devrait donc rester dispersée, sous forme de petits périmètres, ce qui n'empêche pas l'intensification des exploitations (viabilité de 5 à 10 ha par famille).

apport en alimentation supplémentaire pour les animaux de piétinage et un enrichissement éventuel des bas-fonds en fourrages.

A côté de la riziculture, l'élevage bovin est très productif et très avantageux pour la région ce qui induit que les études seront focalisées afin de pouvoir accomplir en même temps ces deux activités sans négligence.

Pour cela, les pâturages sont des priorités pour l'élevage qui nécessite des superficies et en même temps les superficies cultivables et praticables à la riziculture, donc une solution la plus avantageuse est la suivante :

toutes les superficies cultivables en riz doivent être cultivées, les superficies qui ne sont pas jugées productives seulement seront pour les pâturages, car d'après ce que l'on a évalué d'après le tableau N° 04, les superficies jugées cultivables sont évaluées à 151.191 ha, donc, par rapport à la superficie de la région il reste encore une certaine superficie qui peut servir de pâturage.

2.2 Mise en place d'infrastructure de viabilisation et de développement :

La dernière perspective concerne la mise en place d'infrastructures de viabilisation et de développement²⁷.

L'ouverture et la réhabilitation des routes doivent être l'une des priorités. Dans son ensemble, le niveau et la qualité des ces infrastructures sont largement insuffisants et quasi inexistantes dans certains secteurs face à une augmentation sensible de la population (142 513 en 1997 à 205 466 en 2001). Il est évident que sans ces infrastructures de désenclavement physique et socio-économique, l'ambition et la volonté de progresser sont vouées à l'échec.

Ainsi des axes stratégiques sont adoptés afin de fixer les objectifs pour **une promotion de croissance économique à base sociale très élargie,**

Objectif global 1 : Renforcer la sécurisation foncière

Cela afin de pouvoir offrir une sécurité absolue aux paysans car la plupart d'entre eux ne sont pas des propriétaires légaux de leurs terrains, certainement dû à la méconnaissance car la majorité sont analphabètes. Ils utilisent les terrains de ses alentours et parfois quand les terrains sont fertiles, d'autres s'emparent de ces terrains en les acquérant au service domaniale.

²⁷ - Il s'agit d'infrastructures hydro-agricoles, industrielles, routières, éducatives, sanitaires, sportives et culturelles, d'électrification, d'adduction d'eau, de sécurité, de communication d'informations, etc.

Pour cela des objectifs spécifiques sont mis en application, afin que les paysans qui utilisent les terrains deviennent les propriétaires légaux.

Objectifs spécifiques :

- Intégrer les lois et règlements aux valeurs traditionnelles malgaches.
- Diffuser et vulgariser les textes régissant la propriété foncière.
- Faciliter l'accès aux propriétés foncières.
- Accélérer le processus de la mise en place et de l'application du nouveau Programme National Foncier (PNF).
- Installer des agents du Service domanial au niveau des Communes.
- Améliorer les capacités de gestion du territoire

Objectif global 2 : Intensifier la culture du riz

Afin de pouvoir augmenter les rendements de la région en matière rizicole, en quantité et en qualité ; il faut appuyer les paysans pour qu'ils puissent porter une amélioration et pouvoir changer leur niveau de vie.

Objectifs spécifiques :

- Réhabiliter les ouvrages hydro agricoles existants.
- Construire de nouveaux barrages et aménager de nouveaux périmètres rizicoles dans les secteurs potentiellement exploitables.
- Intensifier la vulgarisation des techniques améliorées de culture.
- Mettre en place des infrastructures de production (centre de multiplication de semences améliorées, unité de fabrication de matériels agricoles).
- Appuyer l'accès des paysans producteurs aux moyens de production (équipements, matériels).
- Renforcer les capacités des paysans.
- Implanter des institutions financières mutualistes et des banques primaires.
- Améliorer le système de commercialisation du riz (mise en place d'un système d'information en matière de marchés et de fournisseurs, mise en place des points de vente stratégiques,

construction de silos de magasinage des produits, amélioration des qualités des produits conformes aux normes, application stricte des lois et règlements régissant le commerce).

Objectif global 3 : Valoriser les autres ressources agro-pastorales

Pour que la situation économique de la région ne se base pas sur une seule activité, et vue que la région de l'Ihorombe est très riche en secteur agricole, il faut offrir l'occasion de les exploiter en même temps. Ce que traduit les objectifs spécifiques suivants.

Objectifs spécifiques :

- Améliorer les productions animales (amélioration de la santé bovine, développement de l'élevage à cycle court, etc.).
- Relance des autres cultures vivrières et commerciales (maniocs, maïs, arachides, haricots, etc.).
- Développement des activités porteuses (mise en place des centres de production d'alevins pour la promotion de la rizipisciculture, promotion de la sériciculture).
- Développement de la culture maraîchère et d'arbres fruitiers.
- Créer et promouvoir des unités de transformation et/ou de conservation des produits agricoles.

Objectif global 4 : optimiser l'exploitation des sources d'énergie existante ;

En vue d'apporter une amélioration du niveau de vie des paysans, vue l'évolution de la technologie dans le monde. Les objectifs spécifiques qui suivent traces l'atteinte de cette évolution.

Objectifs spécifiques :

- Construire des barrages hydro-électriques.
- Exploiter les autres sources d'énergie renouvelables : éoliennes, etc.
- Promouvoir l'électrification rurale.

Objectif global 5 : faire concourir le secteur minier au processus de développement Régional

Afin que les paysans puissent d'une manière légale profiter de l'exploitation et pouvoir écouler leur production minière sans aucune contrainte, pour cela :

Objectifs spécifiques :

- Mettre en place le Service Régional du M.E.M. et le B.A.M.
- Vulgariser toutes les données minières disponibles.
- Doter la Région des moyens de gérer totalement toutes les ressources minières (possibilité de délivrance du permis d'extraction au niveau Régional, création de comptoirs de vente des produits miniers, etc.).
- Améliorer le recouvrement des impôts et taxes minières.
- Former et encadrer les petits exploitants miniers : plan technique, recherche de financements, regroupement en associations.
- Appuyer les petits exploitants en équipements et matériels d'exploitation.

Objectif global 6 : Améliorer le taux d'investissement Régional

Evaluer tous les filières porteuses de la région, et offrir aux paysans et valoriser les paysans afin de les motiver à s'investir dans les secteurs agricoles, incité leur désirs de produire et intéresser de nouveaux opérateurs économiques.

Objectifs spécifiques :

- Instaurer des mesures incitatives pour l'installation d'investisseurs potentiels (sur la sécurisation foncière, sur la fiscalité et autres conditions).
- Instaurer des mesures pour la préservation des produits locaux, eu égard à la collecte sauvage des opérateurs opportunistes.
- Instaurer une réglementation, suivie d'une application stricte, en matière de commercialisation des produits au niveau de la Région.
- Mettre en place une structure locale de conseil pour promouvoir les initiatives privées.
- Identifier les filières porteuses de la Région.
- Mettre en place des unités pilotes de transformation.

- Appuyer et vulgariser des unités de transformation.
- Créer des circuits de distribution des produits finis en s'appuyant sur une politique de marketing efficace.

Ces axes stratégiques sont à suivre et à appliquer pour assurer un développement durable et atteindre la performance.

Des agents et promoteurs de développement seront sur terrain afin de pouvoir vulgariser ses axes stratégiques et les mettre en application.

SECTION II : LES IMPACTS DU DEVELOPPEMENT DE LA REGION

§.1. PAR RAPPORT A L'ECONOMIE REGIONALE :

La région Ihorombe, par rapport aux 22 régions, actuellement est rangée dans les dernières lignes voire même la dernière alors que la richesse régionale est d'une valeur inestimable. Alors, ceci dit le développement des secteurs agricoles de la région peut aboutir à un résultat très positif, qui améliorera le rang de la région par rapport aux autres régions. De nombreux atouts que disposent la région pourrait faire grimper sa situation économique à l'échelle régionale, reste à accomplir l'application du PRD que la région a établi, car la région a déjà conçu un plan où tous les aspects de la question ont été étudiés.

Telles que :

- La réhabilitation et la création des infrastructures et le développement socio-économiques :

Cela découle de l'ouverture des infrastructures routières, à l'exemple de la RN 27 reliant la région avec celle de la région du Sud-Ouest, en passant par le district d'Ivohibe, un district qui tient le record de production de riz dans la région grâce à ses conditions de favorabilité de pratique de l'agriculture, mais la RN 27 est enclavée, et très difficile d'y accéder pendant la saison des pluies et surtout pendant la campagne.

Le développement de la région a aussi des impacts sur l'économie en général tel que la diminution du taux d'analphabètes dans la région car, les paysans obtiendront

une formation et encadrement et leur dispensent des cours qui peuvent les aider à lire et à écrire.

- Professionnalisation des paysans :

A Madagascar, et notamment dans les milieux ruraux, le problème principal est la faible capacité de production des paysans.

Les paysans sont mal structurés et ne peuvent tirer le maximum de profit de leur activité. Afin, de parvenir à un développement rural durable, les structures d'appui peuvent améliorer leur quantité et qualité de rendement afin de pouvoir répondre à la norme et aux attentes du marché.

- Extension des superficies cultivables :

Dans le cas où les paysans se montrent très actifs, cela motivera l'Etat à s'investir et financer l'extension des terrains jugés potentiels pour pouvoir produire afin de maximiser les rendements et assurer une autosuffisance en riz pour la population et contribuer au développement de l'Etat en général.

Le tableau N°04, nous montre les superficies culti vables et les superficies cultivées.

D'après les données, 151.191 ha sont cultivables et favorables à la riziculture, mais seulement, 77.841 ha sont cultivés en riz.

Si les superficies cultivables actuellement sont cultivées en riz, avec leur rendement actuel qui est encore très faible, le rendement est déjà doublé.

Alors, si la région applique le nouveau système de riziculture intensive, leur rendement va augmenter, et changera la situation économique de la région.

Cela entrainera un développement assuré et durable car en plus de subvenir aux besoins de la population la région, elle peut ravitailler toutes les régions périphériques.

- La création d'emplois :

Le développement rural par la croissance économique réduit le taux de chômage qui touche une forte proportion des jeunes ruraux, c'est-à-dire que les jeunes peuvent assurer des revenus certains en restant paysans.

Car ces jeunes peuvent vite devenir des grands opérateurs économiques en étant producteurs sérieux dans l'accomplissement des tâches paysannes.

§.2. PAR RAPPORT A L'ECHELLE NATIONALE :

Le développement des milieux ruraux ne se limite pas au seul secteur économique mais il stimule la croissance économique et favorise le développement social.

Par rapport à l'échelle nationale, la région d'Ihorombe doit suivre les tracées que le PRD de la région a établit pour assurer un développement car l'économie régionale de l'Ihorombe pourrait changer beaucoup de choses. Ainsi la région va être la région pilote mais elle va mener l'Etat vers un développement, un changement radicale car en matière rizicole si les régions appliquent à la lettre les théories objectives mis à son égard, Madagascar va devenir le grenier de l'océan indien et ainsi, devenir un pays exportateur de riz, car les bassins rizicoles de la grande île peuvent assurer cet approvisionnement.

Ceci traduit les objectifs de la politique économique conjoncturelle qui stipulent :

- Une forte croissance qui augmente le taux de croissance du PIB, quand les niveaux de vie de la population ou de chaque ménage augmentent, le PIB de la nation s'accroît.
- La stabilité des prix aura des impacts directs sur le taux d'inflation car, si les productions des paysans sont abondantes, car étant donné que le riz est la base alimentaire des Malgaches, le prix du riz peut engendrer une hausse du taux d'inflation.
- Un faible taux de chômage, c'est-à-dire la réduction du taux de chômage, quand les emplois augmentent le taux de chômage diminue, cela élimine l'exode rural, l'oisiveté des jeunes diminuera quand ils peuvent produire et trouver des ressources en milieu rural.

- La situation de la balance commerciale d'un pays est excédentaire, quand les exportations excèdent les importations c'est-à-dire, quand la production du riz est suffisante pour subvenir aux besoins de la population, le pays n'a pas à importer du riz, ce qui est un facteur majeur sur la balance commerciale du pays.

Par ailleurs, en égard à la mise en place des Régions, il devrait exister une division du travail qui conduit chacune d'entre elles à se spécialiser, du moins relativement, dans des produits pour lesquels elle détient des avantages comparatifs.

IHOROMBE est mieux placée pour produire de la viande de zébus nécessaire à l'approvisionnement des villes consommatrices des Hautes terres et de la côte Est. Cela, toutefois, n'empêche pas les autres zones d'élevage de Madagascar de s'intégrer dans les circuits de commercialisation. Mais cette spécialisation de l'IHOROMBE, qui deviendrait « zone de naisserie et d'embouche » prend acte de son espace et de ses pâturages ainsi que la culture pastorale de ses populations (aussi bien autochtones que migrants).

Tout comme l'IHOROMBE, grâce à la promotion de ses sites, aussi merveilleux les uns des autres, deviendrait « une destination éco touristique » inégalable au niveau des îles de l'Océan Indien. Evidemment, cela va demander du temps car il faut un marketing approprié, si l'on ne parle que de la technique du « bouche à oreille », pour promouvoir une destination en tourisme de la nature. Mais il faut un début à toute chose, ne serait-ce que partir d'une vision ...

Pour cela, l'élaboration d'un plan Régional d'aménagement et de gestion des sites éco touristiques (inventaire des sites, mise en place du plan d'interprétation des parcs, développement des structures d'accueil au niveau local) sont primordiaux.

Pour cela, il faut :

- Créer et formaliser des associations de guides locaux efficaces.
- Valoriser les richesses culturelles et artistiques (identification des us et coutumes spécifiques à la Région, tenue régulière de manifestations culturelles).

- Valoriser les produits artisanaux (incitation à la créativité, tenue de journées Régionales de l'artisanat)

La région avec ses ressources minières va vite faire grimper le PNB et le PIB de Madagascar, cela changera la situation économique de la balance commerciale de Madagascar. Actuellement, la balance commerciale de Madagascar, est et depuis longtemps déficitaire, c'est-à-dire que les importations excèdent les exportations.

Les paysans, en étant des producteurs retrouvent leurs ressources et peuvent subvenir à leurs besoins et pouvoir assurer les périodes de pénurie.

Les paysans en produisant un maximum de production, obtient en contre partie des revenus, donc en fonction de la qualité et de la quantité qu'ils offrent sur le marché, est le revenu dont ils obtiendront.

Pour être mieux payé, ils ont donc intérêt à produire un maximum de quantité avec une qualité répondant aux normes, car plus leurs ventes se maximisent, ils font entrer plus de ristournes à la caisse de leur commune.

Cela n'est pas seulement pour l'intérêt des paysans mais par la même occasion, les paysans contribuent à faire entrer des revenus dans la caisse de la région car les collecteurs doivent payer des ristournes à la commune.

Cela à raison de 20 ariary²⁸/ kg, un collecteur doit payer le ristourne correspondant à ses quantités collectées, à la caisse de la commune.

De ces ristournes,

- 40 % seront la part de la commune concernée ;
- 35 % destinés à la caisse de la région ;
- Et 25 % pour la province, mais actuellement que les provinces sont dissoutes, ce part va directement à la caisse nationale de l'Etat.

Ces ristournes font fonctionner la machine administrative comme ci-dessus indiquée.

²⁸ Service de la contribution, des impôts et taxes,

Pour les communes, c'est de ces ristournes qui leur constituent des fonds pour la réhabilitation des routes, cela est très important car les collecteurs ne sont pas intéressés si les accès sont difficiles.

Pour la région, ces ristournes contribuent à la création des infrastructures sociales telles que la création des écoles publiques, pour que la population puisse bénéficier des enseignements pour leurs enfants afin de rayer l'analphabétisme.

Cela aussi contribuera à la réfection des centres d'aides pour la population sur le plan santé, la planification familiale et le monde régional, comme l'électrification des zones rurales et l'introduction de l'eau potable pour les communes rurales.

Pour cela des bornes fontaines et des infrastructures hydro électriques seront à créer.

L'Etat, en son encontre, utilise ces ristournes pour la création d'infrastructures socio-économiques telles que la création des hôpitaux dans les régions les plus actives, l'aménagement et la création des routes nationales, la dotation en personnel pour l'évolution de la région tels que des enseignants, la création des collèges publics et des lycées pour que les élèves puissent arriver à obtenir des diplômes dans leur région même.

Cela aussi contribue à la création des instituts de formation professionnelle afin que la population obtienne des formations adéquates pour qu'ils puissent affronter les changements face à l'évolution de la structure nationale.